

20211109 Lyon Capitale

<https://www.lyoncapitale.fr/actualite/metropole-de-lyon-pour-les-eleves-sans-domicile-la-solidarite-s-organise>



Métropole de Lyon : pour les élèves sans domicile, la solidarité s'organise

- 9 novembre 2021 A 08:00
- par [Marie Allenou](#)
- [1 Commentaire](#)

Le collectif Jamais Sans Toit répertorie 115 enfants à la rue, scolarisés dans les écoles de la Métropole de Lyon. Face à cette situation, les parents d'élèves et les enseignants s'organisent pour les aider, et occupent des écoles.

Dans son épicerie équitable, au cœur de la Guillotière, Marina s'affaire. Avec Audrey, elles se penchent sur une pile de feuilles. Écrite au feutre rose, une liste d'enfants et de familles. Elle répertorie les élèves de l'école Gilbert Dru à la rue. Avec d'autres parents d'élèves et habitants du quartier Audery et Marina forment "Solidru", un collectif solidaire qui vient en aide à ces familles. Ils lèvent des fonds, hébergent, fournissent des repas, mais surtout, occupent l'école pour loger parents et enfants.

Alors que les écoliers de la Métropole de Lyon viennent de retrouver le chemin de l'école lundi 8 novembre, tous ne sont pas logés à la même enseigne, ni même logés tout court. Le collectif Jamais Sans Toit a dénombré 115 élèves scolarisés sur le territoire qui dorment à la rue. Leurs familles sont pour la plupart des demandeurs d'asile, et devraient être logées par l'Office français de l'immigration et l'intégration (OFII) ou la Métropole, qui se charge des femmes isolées avec des enfants de moins de 3 ans. Le collectif, qui réunit des parents d'élèves, des enseignants et des habitants, veut interpeller les pouvoirs publics.

Un dossier très complexe car plusieurs institutions sont compétentes, et qui revient chaque année. En 2020, le problème avait été moins visible car ces familles avaient été mises à l'abri en urgence avec la crise sanitaire.

Occupations d'écoles

Depuis le début de l'année scolaire 2021, plusieurs écoles de la Métropole de Lyon ont été occupées par des parents d'élèves. À Vénissieux, Villeurbanne, dans le 7^e ou le 4^e arrondissement de Lyon... Dans un gymnase, un coin de l'école, une salle inutilisée, des familles auparavant à la rue s'installent. Souvent, ce sont les enseignants ou la direction de l'école qui ont alerté les parents d'élèves. Puis ces derniers s'organisent : qui peut accueillir pour la douche ? Pour faire à manger ? Pour dormir avec les familles ? Des occupations auxquelles la mairie écologiste, en charge des écoles, ne souhaite pas s'opposer.

"L'occupation, ce n'est pas une solution. Les institutions nous laissent gérer à leur place. On prend en charge les dossiers des familles, l'intendance, la logistique... Centre d'hébergement d'urgence, ce n'est pas notre métier", s'indigne Audrey du collectif Solidru, ancienne parent d'élève mobilisée à l'école Gilbert Dru.

"Quand on a su que deux enfants dormaient à la rue, on s'est retrouvés pris de court. Puis, en tant que parents d'élèves on a constitué un comité de soutien", explique Stefaniya, parent d'élève à l'école Commandant Arnaud (4e), occupée quelques temps avant les vacances scolaires d'automne. Une mère italienne, arrivée il y a peu en France, et ses deux enfants vivaient à la rue depuis quelques jours. Au départ, les parents veulent les héberger chez eux. Ils sont conseillés d'autres écoles qui ont l'habitude de ces problématiques. "Ils nous ont dit "c'est bien mais c'est cacher le problème", donc on a choisi d'occuper l'école", développe Stefaniya. Depuis, la famille a pu être logée dans un logement de la mairie, encadrée par une association.

À Gilbert Dru, les occupations d'école sont devenues une habitude. Presque tous les ans, l'école est investie pour accueillir des familles. *"On a recensé 7 adultes et 12 enfants qui dorment à la rue à Gilbert Dru", détaille Audrey, début novembre. En 2021, avant les vacances de la Toussaint, une famille était déjà hébergée à Gilbert Dru. Au lendemain des vacances, le 8 novembre, c'est une mère seule et ses 6 enfants qui sont logés dans l'école. "L'occupation, ce n'est pas une solution. Les institutions nous laissent gérer à leur place. On prend en charge les dossiers des familles, l'intendance, la logistique... Centre d'hébergement d'urgence, ce n'est pas notre métier", s'indigne l'ancienne parent d'élève.*

Dernière en date, l'école Louis Pasteur (8e) est occupée pour accueillir une maman en situation régulièrement avec ses trois enfants de 5, 8 et 9 ans. Le collectif Pasteur Sans Toit appelle à la mobilisation le vendredi 12 novembre à 17h à l'école, en lien avec Jamais sans toit.

Un réseau de solidarité

Qui sont ces parents qui se mobilisent ? Serveur, cadre supérieur, consultant, directeur d'école, petit commerçant, fonctionnaire... les profils sont multiples. Certains étaient déjà militants ou sensibilisés sur la question des demandeurs d'asile, mais la plupart se sont juste mobilisés face à une situation d'urgence. *"Ce sont des copains de nos enfants. Savoir qu'ils dorment dehors... on ne peut pas rester insensible", explique Simon Clavier, président de l'association "Parents dans la dru". Son association, moins impliquée que Solidru, relaie les cagnottes, les informations auprès des parents. Elle interpelle aussi la presse et les institutions. "Cela fait plusieurs années qu'il y a ce problème à Gilbert Dru. Mais d'habitude il s'agit d'une*

famille, là, 4 familles, c'est colossal", s'alarme-t-il. La section locale de la FCPE est aussi mobilisée.

Quelques centaines de mètres plus loin, à l'école Cavennes (7e), les parents d'élèves sont plus déstabilisés. Ils n'ont pas l'habitude de faire face à cette situation. Deux familles, une mère avec son enfant et deux parents avec deux enfants sont à la rue dans cette école. Qui n'est pour l'instant pas occupée. *"On est en contact avec l'école Gilbert Dru qui a plus d'expériences que nous. On a prévu de se voir à la rentrée",* explique Marion Cannelle, une parent d'élève. Si environ une vingtaine de parents sont mobilisés pour accompagner les familles, Marion se sent un peu désemparée et aimerait que les institutions prennent le relais. *"On a l'impression d'avoir épuisé tous les recours, d'être dans une impasse",* se désole-t-elle.



L'entrée de l'école Gilbert Dru, dans le 7e arrondissement.

Au niveau métropolitain, Jamais sans toit joue un rôle de centralisateur. Le collectif est contacté par les écoles mobilisées et tient le compte des familles à la rue. Avec précision. Au 2 novembre, l'association recense 22 enfants sans domicile à Villeurbanne, 5 à Vaulx-en-Velin, 2 à Rillieux, 7 à Saint-Genis-Laval, et une cinquantaine à Lyon. Le 7e arrondissement est le plus concerné, avec 16 enfants recensés. Une situation qui s'explique par la présence de l'association Forum réfugié et le bureau de l'OFII dans cet arrondissement.

"À la FCPE Rhône, on se positionne comme Jamais sans toit. Les enfants doivent être scolarisés et avoir un toit au-dessus de la tête quelque soit le statut des parents", affirme Marie Lugnier-Jamet, présidente de la FCPE Rhône. La section départementale de l'association soutient les mobilisations des parents, et n'hésite pas à signer au nom de la FCPE des courriers adressés aux élus ou institutions. *"Nous faisons partie d'instances institutionnelles, comme le Conseil départemental de l'éducation nationale, on peut porter la parole de ces familles là où Jamais sans toit n'est pas",* développe la présidente. Inquiets, les parents d'élèves se mobilisent sur plusieurs tableaux.

Un enchevêtrement d'institutions

Ses chiffres, Jamais sans toit les fait fréquemment remonter aux institutions locales et nationales : la Ville, la Métropole, l'OFII et la préfecture. *"On pense qu'il y a bien plus d'enfants à la rue. Les familles ne se signalent pas toujours et n'osent pas parler de leurs situations"*, explique Allan Maria, membre de Jamais sans toit. *"Actuellement, il y a une prise en charge au compte-goutte. On ne peut que s'inquiéter que tant d'enfants soient à la rue"*, se désole-t-il.

***"On ne peut pas aller au-delà de nos compétences. L'État doit prendre ses responsabilités"*, appelle Renaud Payre, vice-président en charge du logement à la Métropole de Lyon.**

Pour la plupart demandeuse d'asile, ces familles devraient être prises en charge par l'OFII, au sein de Centres d'accueil de demandeurs d'asile (CADA). À savoir que les femmes seules avec des enfants de moins de trois ans sont, elles, sous la responsabilité de la Métropole, selon l'article L222-5 du code de l'action sociale et des familles. En ce qui concerne l'hébergement d'urgence, via les appels au 115, c'est la préfecture qui est compétente. Mais un autre acteur est venu se glisser dans cet enchevêtrement : la Ville de Lyon. Qui a décidé de faire un geste pour ces familles, bien que cela ne relève pas de sa compétence.

Sandrine Runel, adjointe à l'inclusion et aux solidarités de la Ville de Lyon, a rencontré plusieurs des écoles mobilisées. La mairie travaille à mettre à disposition des logements issus du patrimoine municipal d'ici mi-novembre. *"Une quinzaine de logements peuvent être mis à disposition. On le fait parce que c'est insupportable de laisser des gamins dormir dehors"*, soutient l'élue. Elle explique que la mairie travaille en lien avec la préfecture sur un *"plan zéro enfants à la rue"* pour mêler prêt de logements et suivi des familles.



Une tiny house, qui accueille des femmes demandeuses d'asile et leurs enfants de moins de trois ans. (Twitter d'Agnès Thouvenot, première adjointe au maire de Villeurbanne)

Jamais sans toit a répertorié 17 enfants de moins de 3 ans à la rue sur le territoire de la métropole. Mercredi 27 octobre le collectif a eu un rendez-vous avec Renaud Payre, vice-président en charge du logement à la Métropole de Lyon. *"C'est un vrai problème, affirme*

d'emblée l'élu écologiste. *C'est pour cela qu'on a reçu Jamais sans toit et qu'on va regarder ces situations dans le détail*". Pour lui, cependant, les dossiers présentés étaient des familles en couple avec des enfants de moins de 3 ans. Ce qui ne relève pas de la compétence de la Métropole mais de l'État.

"Nous avons l'Amazone et la Base, deux lieux d'hébergement qui accueillent des femmes isolées avec leurs enfants de moins de trois ans. Ils sont actuellement pleins. Nous allons bientôt voter une subvention pour développer la Base", annonce Renaud Payre, qui explique que l'Amazone aussi sera agrandie.

Pour l'élu, si ce n'est pas suffisant, la Métropole s'engage déjà beaucoup. *"On ne peut pas aller au-delà de nos compétences. L'État doit prendre ses responsabilités"*, appelle Renaud Payre. Contactée, la préfecture n'a pour l'heure pas répondu à nos questions. Métropole, mairie, préfecture, OFII, éducation nationale... difficile de savoir dans quel camp est la balle.